

# **Expulsions : que se passe-t-il dans la Loire ?**

## **400 familles à la rue depuis le début mai !**

Depuis le début mai, dans la Loire, la Préfecture a décidé de mettre fin à l'hébergement de 400 familles de nationalités étrangères, qui demandent l'asile en France. AUCUNE solution de relogement ne leur est proposée. Pourtant, force est de constater que dans d'autres départements, des solutions autres que la rue ou le retour dans le pays d'origine, sont proposées aux demandeurs d'asile.

Parmi ces personnes expulsées, il y a des enfants dont on interrompt la scolarité, des personnes malades, parfois gravement (personne devant subir une dialyse 3 fois par semaine, personne avec des béquilles ne pouvant pas marcher plus de 50 m...).

Contrairement à ce que dit la Préfecture, toutes ne sont pas déboutées du droit d'asile, et comme elle le dit elle-même, beaucoup ont déposé des recours qui sont encore en cours d'examen.

L'État demande des preuves écrites du fait que les personnes ont été persécutées dans leur pays d'origine. Quand on est obligé de fuir en urgence, il est en général très difficile, et souvent impossible, de réunir de telles preuves. L'État estime aussi que certains pays sont « sûrs » alors qu'ils ne le sont pas. Nous ne pouvons accepter que 80% des demandeurs d'asile soient déboutés de leur droit.

### **Ces expulsions sont inacceptables**

#### **Personne, jamais, ne devrait être obligé de dormir dans la rue !**

La solidarité s'organise partout dans le département, à Saint-Etienne, à Roanne, à Firminy, à Andrézieux, à Montbrison, à Villars, à Saint-Jean-Bonnefonds :

- de nombreux « référés-liberté hébergement » sont en cours ou en préparation ; le Tribunal administratif vient déjà d'exiger à plusieurs reprises que la Préfecture de la Loire respecte le droit fondamental à l'hébergement ;
- dans d'assez nombreuses écoles, des parents d'élèves et des enseignants se mobilisent ;
- plusieurs manifestations de protestation ont déjà eu lieu, d'autres sont en préparation ; pour le moment, la Préfecture fait la sourde oreille. Nous avons besoin d'une tout autre politique, incluant la mobilisation de tous les acteurs publics dont les communes, afin d'assurer la réussite d'un dispositif d'hébergement d'urgence dans notre département.

## **Le respect des personnes passe avant tout**

La Préfecture déclare que le nombre de demandeurs d'asile a augmenté. Leur accueil est une question de choix politique. Il ne représente presque rien à côté des sommes volées par les fraudes fiscales.

Des solutions plus économiques que les hôtels sont possibles, en partenariat avec les communes, le Conseil Général, le Conseil Régional, les services de l'État et les propriétaires publics et privés. Nous avons accumulé des années de retard en matière de politique d'hébergement d'urgence et de logement des plus démunis.

### **Contre les discriminations, contre le racisme et la xénophobie Contre les comportements inhumains de l'administration**

Nous refusons ces expulsions. Nous refusons que des personnes soient traitées de manière aussi inhumaine. Personne ne devrait être obligé de dormir dans la rue, de se cacher, de vivre dans la peur.

Nous demandons :

- que la Préfecture de la Loire mette fin à ces expulsions et rétablisse la justice pour les personnes actuellement à la rue ;
- que le gouvernement mette en œuvre une nouvelle politique d'accueil des étrangers, qui respecte les personnes qui ont fui les guerres, les discriminations, le danger immédiat, la violation des droits fondamentaux, la misère ;
- la mobilisation immédiate de locaux et logements par la réquisition de biens vacants (de ceux appartenant à l'État, aux entreprises publiques, aux HLM, aux collectivités ou de propriétaires privés) ;
- la mise en place urgente d'un groupe de travail qui mobilise associations, collectivités territoriales et services de l'État, afin de mettre à la disposition des personnes à la rue, les dispositifs pour loger dans la dignité ces familles expulsées.

premiers signataires : association Anticyclone, Collectif de Saint-Jean-Bonnefonds, Solidaires Roanne, SUD éducation Loire, SUD chômeurs, La Fabrique42, Les Alternatifs, Capagauche-FASE Loire, PCF Loire, Parti de Gauche Loire, des citoyennes, des citoyens.